

“Nos conditions de vie s'apparentent plus à celles d'animaux que d'humains”

Tunisie L'Europe finance l'État tunisien à hauteur de 105 millions d'euros pour endiguer le flux migratoire à travers la Méditerranée. Sur le terrain, des migrants subsahariens sont traqués, agressés, exploités et déportés au Sahara.

Reportage Gaëlle Henkens
Envoyée spéciale en Tunisie

En Tunisie, les lieux d'embarquement au nord de la ville de Sfax sont le théâtre des histoires et des drames de la migration mondiale. Des hommes, des femmes et des enfants y convergent, dans un épouvantable voyage où leurs rêves d'Europe s'évanouissent, victimes des stratégies du gouvernement de Tunis qui cherche à satisfaire tant ses bailleurs de fonds européens – l'UE finance la Tunisie à hauteur de 105 millions d'euros pour endiguer le flux migratoire à travers la Méditerranée (lire ci-contre) – que son opinion publique devant laquelle il agite le spectre de l'“invasion noire”. Tout en permettant à la petite économie locale de

subsister grâce à la présence de cette population migrante.

Sur le littoral tunisien, parsemé d'îles et d'archipels où persistent les vestiges d'un riche patrimoine historique, les journalistes et leurs appareils photo ne sont pas les bienvenus. Ni les ONG, absentes, ni la société civile, atone par peur de la répression, ne sont présentes pour témoigner du sort réservé à ceux qui marchent vers leur destin.

“Tout le monde est malade de la dysenterie. Ici, nous n'avons pas d'autre choix que de boire l'eau des forages.”

Adama
Migrant ivoirien

Migrants jetés à la rue

À Sfax, la violence atteint son paroxysme en juillet 2023, quelques mois après l'allocution du président Kaïs Saïed, appelant la nation à lutter contre “les hordes de migrants clandestins provenant d'Afrique subsaharienne [...] sources de violences et de crimes”. Des bandes s'organi-



Des migrants originaires de pays d'Afrique subsaharienne, qui affirment avoir été abandonnés dans le désert par les autorités tunisiennes sans eau ni abri.

sent et délogent les ressortissants d'Afrique noire, les jetant dans la rue. Les déportations par la police, la garde nationale ou l'armée suivent. Des centaines de Subsahariens sont largués au milieu du Sahara. En danger, ils fuient la ville pour s'installer dans la zone rurale de Jebeniana et El Amra plus au nord. Les campements se multiplient dans les oliveraies. Tolérée jusque-là, leur présence dans l'espace public devient hautement risquée. Sortir des campements les expose aux arrestations arbitraires.

Coincés dans cet espace, les migrants s'organisent pour survivre. L'un d'eux nous confie: "Nos conditions de vie s'apparentent plus à celles d'animaux que d'êtres humains." Adama (prénom d'emprunt), jeune Ivoirien, précise: "Tout le monde est malade de la dysenterie. Ici, nous n'avons pas d'autre choix que de boire l'eau des forages. Certains ont de la fièvre, des plaies et des infections." La gale y est aussi généralisée. Pour se nourrir, ils prennent le risque de se rendre dans les boutiques du village où les denrées leur sont surfacturées. Assis dans sa tente bricolée avec des bouts de tissu et des bâches, Oumar (prénom d'emprunt), Camerounais de 39 ans arrivé en avril 2023, raconte qu'aujourd'hui, la plupart des boutiquiers n'acceptent même plus de charger leurs téléphones. "Nous n'avons plus droit au marché, ni aux endroits publics. Notre seul droit est de rester dans les oliviers où nous passons notre temps à courir à la moindre alerte." La police surgit régulièrement dans les campements, faisant fuir les occupants à coups de gaz lacrymogène et de tirs à blanc. "Ils volent les téléphones et les chargeurs oubliés dans la précipitation, ils renversent les plats de nourriture, détruisent nos effets personnels et parfois les tentes", poursuit le Camerounais.

Une crise fabriquée

Cette traque participe à l'épuisement mental que subissent les allochtones. Nombre d'entre eux connaissent le numéro de téléphone de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), en charge des retours dits "volontaires". Ali (prénom d'emprunt), Nigérian de 17 ans, a appelé. Il est en Tunisie depuis cinq mois, il veut rentrer chez lui, revoir sa famille, à bout, comme tant d'autres rencontrés à l'ombre des oliviers.

Selon un chercheur à l'Institut de recherche sur

le Maghreb contemporain à Tunis, qui souhaite garder l'anonymat pour sa sécurité, "il n'y a aucune crise migratoire à Sfax. Il y a une crise de l'accueil et de la gestion des migrations, à la fois due à une augmentation des interceptions en mer et à l'absence de mesures politiques et publiques pour régulariser la situation des personnes qui font l'objet de ces interceptions. Sfax est en fait une ville 'mise en crise' par l'absence de réflexion européenne sur l'ouverture de ses frontières et l'attribution plus générale de visas aux ressortissants de pays africains qui y ont droit. J'ajoute que jusqu'à ce qu'on ne veuille plus d'eux à Sfax, les Subsahariens ne cherchaient pas à rejoindre l'Italie."

500 euros la traversée

Les relations entre les Subsahariens et les autochtones sont ambivalentes. Ces derniers sont principalement de petits producteurs d'olives, relativement pauvres et marginalisés, qui offrent des opportunités de rémunération en période de récoltes. Car paradoxalement, les Subsahariens, chassés de toute part, demeurent la principale ressource économique de la région de Jebeniana et El Amra. Laquelle est une rampe de lancement pour les traversées vers Lampedusa, à seulement 130 km de la côte tunisienne.

Les candidats à l'exil sont essentiellement tunisiens et subsahariens, mais leurs conditions de voyage sont très différentes. Les premiers utilisent des moyens de transport sûrs, bateaux de pêche et autres canots pneumatiques. Le véhicule désormais emblématique des seconds est le "tobà" (inversion du mot "bateau"), qui désigne une petite embarcation en fer. Les migrants sont répartis en "convois" d'une quarantaine de personnes. Chacun d'entre eux paie 500 euros pour un voyage standard, qui ne comporte aucune garantie. La figure du "cokeseur" ou "kamò" – celui qui effectue le travail de recrutement et d'intermédiation entre les clients et le service proprement dit – joue un rôle crucial dans l'organisation. Ce sont les Tunisiens qui gèrent la production des tobà, le "logement" des passagers et le départ des convois. Ils sont aussi en contact avec les pêcheurs, qui indiquent la voie à suivre, de même qu'avec la Garde nationale, dont la corruption est toujours possible moyennant rémunération.

Inna et Pierre ont été arrêtés par la police. Emmenés à Sfax, ils ont été regroupés avec une vingtaine d'autres Subsahariens, conduits à la frontière libyenne, puis tabassés et abandonnés.

Sur le terrain, c'est la communauté locale qui prend part au business de l'immigration clandestine et non la grande criminalité. Ce que confirment Adama et ses amis: "Tous les habitants sont impliqués d'une manière ou d'une autre car c'est leur seule rentrée financière." Cela va de la vente de nourriture à la fabrication de barques en métal soudées à la hâte et relativement peu coûteuses. Enfin, pour se prémunir contre les rafles policières, "les enfants tunisiens jouent les sentinelles".

Déportations

Dans la région de Jebeniana, les relations des Subsahariens avec les forces de sécurité sont extrêmement problématiques. En plus du harcèlement, des vols et des destructions dans les campements, une véritable chasse aux personnes noires a lieu. La police procède à des interpellations motivées par la couleur de peau de ceux qui en sont la cible. Les personnes arrêtées sont ensuite déportées dans le désert à l'aide de bus, aux confins de l'Algérie et de la Libye. Laissées sans eau ni nourriture au milieu du Sahara, elles subissent également des passages à tabac: coups de barres de fer, machette, coups de pied.

Inna et Pierre (prénoms d'emprunt), un jeune couple de Camerounais sans papiers, ont déjà été déportés à trois reprises. En juin, alors qu'ils récoltaient des olives à Soussou pour le compte d'un patron, ils ont été arrêtés par la police. Emmenés à Sfax, ils ont été regroupés avec une vingtaine d'autres Subsahariens. Durant la nuit, ils ont été conduits à la frontière libyenne, puis tabassés et abandonnés sans ressources. Pierre a été frappé avec une barre de fer à la tête, aux bras et à la jambe. Ils ont survécu deux semaines sur place, rejoints par plusieurs centaines d'autres migrants ayant subi le même sort. Après avoir trouvé la force de rentrer à pied, le couple a été victime de deux autres déportations. La dernière fois, Inna, "à bout de forces et ne voulant plus revoir ce calvaire", a préféré prendre le risque de sauter du bus.

INVESTIGATION PÔLE

Le Pôle Investigation produit des enquêtes exclusives réalisées par un collectif de journalistes du groupe IPM (La Libre, La DH, L'Avenir, Paris Match, Moustique, LN24). Pour partager toute info, vous pouvez aussi prendre contact avec nous à l'adresse sécurisée: investigation@ipmgroup.be

L'Union européenne paie 105 millions d'euros à la Tunisie

Avec la Libye, la Tunisie est le principal point de départ pour les Subsahariens qui souhaitent gagner l'Europe via l'Italie. Pour contribuer à réduire les flux en provenance de ce hub migratoire, l'Union européenne met la main au portefeuille au travers d'une aide financière consentie à l'État tunisien.

Cet appui budgétaire s'inscrit dans le cadre du "Mémoire d'entente sur un partenariat stratégique et global". Il s'agit, selon un porte-parole de la Commission, de fournir "des outils complets pour aider la Tunisie à relever un certain

nombre de défis actuels, notamment la stabilité macroéconomique et la migration". Le partenariat recouvre différents secteurs d'intérêt commun et s'organise autour de cinq piliers dont un consacré à la migration. Le budget alloué à celui-ci s'élève à 105 millions d'euros.

En échange de cette enveloppe, Tunis est en principe tenu de coopérer avec le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies (UNHCR) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), à la fois pour protéger les exilés et activer leur retour volon-

taire vers leurs pays d'origine. L'UE dit contribuer également au renforcement des capacités de la marine et des gardes-côtes tunisiens au profit des opérations de sauvetage en mer.

Mais avec d'autres défenseurs des droits humains, Human Rights Watch (HRW) dénonce un accord qui matérialise "l'obsession de l'UE à sceller ses frontières plutôt qu'à sauver des vies". L'organisation accuse la Tunisie de se livrer à de nombreuses exactions à l'égard des migrants subsahariens, le tout sur fond de haine raciale. Notre enquête de terrain documente large-

ment cette réalité que l'UE "doit cesser d'ignorer", martèle HRW.

Confrontée à ces faits, l'ambassade tunisienne à Bruxelles répond en substance que son pays traite la question de la migration irrégulière en proportion de ses moyens, mais dans le respect des droits de l'homme et de ses obligations internationales. Concernant la situation des Subsahariens, la Tunisie se dit ciblée par une "campagne de désinformation malveillante", affirme prévenir les actes de maltraitance à l'encontre des migrants et poursuivre leurs auteurs.

Frédéric Loore